

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS

# LE MILITANT

Centre de Liaison et de Regroupement Socialistes  
POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE EN MILIEU OUVRIER

## QUI SERA MAÎTRE DANS LA MAISON ?

Dans toute la France, des milliers d'ouvriers sont condamnés à la misère. Condamnés parce que les licenciements se produisent souvent dans des localités où il n'y avait qu'une entreprise parce que les patrons avaient tout fait pour s'opposer à l'implantation d'autres usines.

Maintenant ces messieurs ferment leurs portes, laissant, d'un cœur léger, des milliers d'êtres humains dans la détresse, puisque le CNRF vient d'affirmer avec plus de force que jamais le divin droit patronal sur la propriété des moyens de production.

Quant aux salariés, comment n'auraient-ils pas la détresse au cœur ?

Même là où il existe plusieurs boîtes comme à Cholet, le poids des licenciements pèse terriblement sur la condition des salariés qui ont encore du travail. Un exemple ? Les Nouvelles Galeries se proposaient d'embaucher du personnel au tarif de 450 frs par mois. Spéculant sur les récents licenciements cette boîte ne propose plus que 400 frs. Et ça n'est pas fini.

devant une telle situation, le mouvement syndical cherche une réplique.

Mais chaque syndicaliste sait que devant un problème d'une telle ampleur, la réponse ne peut être que POLITIQUE et concerne la forme du REGIME qu'il faut au pays.

Devant un tel problème, plus question de "syndicalisme pur". Aussi, on entend préconiser la nationalisation d'entreprises qui ferment. Mais dans le système capitaliste, c'est un cataplasme sur une jambe de bois. C'est seulement la nationalisation du déficit aux frais des contribuables. Cela ne gêne en rien les grosses entreprises qui font la loi dans le pays... et qui ne sont pas déficitaires...

Il n'existe pas de pommades pour guérir les maux qui nécessitent une intervention chirurgicale.

Le syndicaliste qui croit à un changement possible par l'alliance avec des bourgeois nommés "républicains de toutes sortes", le syndicaliste qui croit que la solution est un ravalement de la démocratie bourgeoise, ce syndicaliste s'opposera à l'idée d'une manifestation de masse des cheminots sur Paris...

...pour ne pas effrayer ses alliés bourgeois lors des élections. Par contre il ne s'opposera pas aux gesticulations d'un Tixier Vignancourt qui peut prêcher impunément le pétainisme dans toute la France.

Le chemin suivi par un tel syndicaliste ne peut gêner la bourgeoisie.

La seule voie aujourd'hui, c'est l'action directe des salariés et l'unité d'action des partis se réclamant du socialisme. Mais seulement l'unité pour une transformation véritable des rapports de propriété dans ce pays.

Ne pas vouloir cela, ne pas le défendre, (y compris dans les campagnes électorales), c'est, en vérité ne pas lutter contre les licenciements ni pour une vraie augmentation des salaires.

Chaque travailleur conscient a le droit et le devoir d'exiger de ceux qui veulent le représenter, qu'ils aient un langage concordant à la tribune d'un meeting ouvrier et dans les réunions de préparation des listes municipales.

PLUS FORT QUE L'ADVERSAIRE.

Etant donné un DEFERRE dit de gauche. Que va t'il faire ?

Un dialogue avec les partis de gauche?

NON ..NON..PAS LE TEMPS

Il est invité d'honneur, le 2 février du Centre des jeunes patrons.

## SEULE LA VERITE EST REVOLUTIONNAIRE

Les grèves des 27 et 28 janvier ont été un succès par rapport au mouvement précédent.

Même l'Humanité généralement satisfaite, écrit le 28 :

"Son ampleur a été comparable, en bien des cas, à celle du 11 décembre"

Et, dans les boîtes, dans la rue, on pouvait entendre des opinions bien précises.

"C'est un mouvement pour les municipales"

"Ça arrangeait plutôt un tas de patrons"

"Drôle de grève. Ça va finir comme le 1er Mai avec Pétain, on fera deux jours de grève légale, tous les ans, à la veille des congés"

"Les directions syndicales ont toujours été contre un mouvement général. Elles nous en collent un mal fichu pour pouvoir nous dire que ça n'est pas un bon truc"

Si on écoute certains militants stylés ou si on lit certaine presse, on apprend autre chose : "Les consignes syndicales semblent avoir été moins suivies que le 11 décembre" Le Monde 28-1

Et voilà, le coupable c'est l'ouvrier. Les leaders font ce qu'ils peuvent et c'est la base qui les trahit.

La vérité, c'est que le salarié n'est pas un soldat de 2ème classe qui bondit dans la cour au coup de clairon. Quand il apprend que les chefs ont décidé une attaque massive, mais quand il apprend en même temps que l'attaque se fera avec un tas de nuances pour qu'il n'y ait pas trop de bruit, il a tendance à se demander si c'est très sérieux et si ça vaut la peine qu'il entre dans la danse.

Certes, il y a des explications. Les syndicats comprennent que la véritable épreuve de force signifie une perspective politique grandiose, et qu'on n'escalade pas le mont Everest pour aller simplement cueillir la minable fleur de l'Horizon 80 ou de la "Démocratie renouvelée".

Les hésitations syndicales sont compréhensibles, à condition qu'on les explique franchement au lieu de clamer qu'on est très content d'un mouvement qu'aucun salarié de base ne considère comme un succès.

Mais, expliquer les problèmes, les difficultés, ce serait aussi CONSULTER les travailleurs. Que seraient les réponses ?

Dans les faits, les travailleurs montreraient qu'ils ont une autre perspective que le replatrage de ce régime. Ils ne le diraient pas, tout cru, c'est sûr.

Mais ils diraient que la logique d'un grand mouvement, c'est UNE GRANDE MANIFESTATION DANS PARIS. Ils diraient que leur lutte est incompatible avec des alliances électorales douteuses à Lyon, Brest etc etc etc.

Ils ne se contenteraient pas de dire, ils voteraient des résolutions, et peut-être même, éliraient de nouvelles directions... (Toutes choses abominables aux yeux de bien des gens qui, par ailleurs ne jurent que de démocratie).

Et c'est pourquoi (parmi une multitude d'exemples) si l'assemblée des grévistes PTT ne compta, à Paris, que 300 assistants sur 30.000 salariés), c'est tout bêtement parceque les travailleurs n'avaient pas été avisés par tract. Sur 8.000 travailleurs de Paris-Chèques, une demi douzaine surent par hasard qu'il y aurait une assemblée...

Alors ? Alors nous savons que les critiques ne suffiront pas. Elles n'ont pas suffi pendant la guerre d'Algérie. Il faudra nous organiser pour qu'à la première occasion, il y ait, non pas un million, ni cent mille, ni même dix mille, mais simplement 2.000 salariés qui obstruent la circulation en plein centre de Paris.

Alors, ce sera le début d'un véritable réveil. Et bien des géniaux dirigeants marcheront, avec le sourire, et en maugréant, vers la voie de l'action.

# ECHOS + ECHOS + ECHOS + ECHOS

## MADIE EN LIBRAIE

"Mme Jordan, la nièce de Christian Dior - a eu des ennuis l'autre jour avec un taxi londonien. Le chauffeur, un juif, avait refusé de l'embarquer dans sa voiture parcequ'elle portait une croix gammée au cou.

Mme Jordan lui a rétorqué: "Pourquoi n'êtes vous pas resté dans les fours crématoires à Auschwitz, sale juif ?"

Le chauffeur de taxi a été condamné pour avoir tenté d'arracher la croix gammée de la jeune hitlérienne.

On a parfois du mal à comprendre la justice (T.C. du 14-1-65)

Mais Mme Jordan n'a pas été poursuivie pour provocation au meurtre. Comme dirait TC on a parfois du mal à comprendre le travailisme.

## QUAND LA MARPE SE RETIRE

Cela provoque parfois quelques petites querelles qu'il est instructif d'écouter.

Ainsi, Me Tacni poursuivi pour offense au chef de l'Etat, raconte au tribunal "qu'un jour deux ministres l'un féal, l'autre un peu moins, s'entretenaient du Président.

Le premier dit: "Domage qu'il mente comme il respire."

Le moins féal répondit: "Il respire... beaucoup moins."

## U N "H U M A N I S T E"

Il y a 20 ans, mourait Romain Rolland, sa mémoire est célébrée par tous ceux qui veulent ignorer que cet "humaniste" n'eut pas le plus petit mot pour condamner les massacres staliniens de 36 à 38.

N'en déduisez pas qu'il se tut.

Il approuva.

Notez qu'il était en bonne compagnie. Même la Ligue des Droits de l'Homme (qui comme son nom l'indique...) n'eut pas un mot pour condamner les massacres de centaines de milliers de communistes. Aujourd'hui encore, on attend que cette honorable ligue proteste contre l'arrestation d'un millier de communistes en Inde.

## COMMUNISME ou CORPORATISME

En novembre, le gouv<sup>t</sup> de Roumanie interdit aux étudiants africains de manifester contre l'intervention américaine au Congo.

Aujourd'hui, il interdit une manifestation que les étudiants cubains voulaient organiser pour célébrer le 6<sup>e</sup> anniversaire de la révolution cubaine. La Havane a décidé de rappeler les 130 étudiants cubains.

Pourquoi cette attitude de Bucarest ? Pour ne pas fâcher le gouv<sup>t</sup> de Washington et nuire aux relations économiques. Dès lors, il peut bien y avoir des réalisations sociales en Roumanie; cela nous intéresse au même titre qu'une ancienne coopérative ouvrière d'horlogerie dans le Jura.

Ce sera du corporatisme, du paternalisme et tout ce que vous voudrez, mais en aucun cas du communisme. L'inverse, sans doute.

ONT-ILS JAMAIS FAIT AUTRE CHOSE .....  
..... QUE DEVALISER LE TRAVAIL ?

A Rombach-le-Franc, (H<sup>t</sup> Rhin), les patrons de droit divin décident la fermeture, pour le 15 fév. de l'unique usine de la localité. 120 ouvriers vont être sur le pavé.

Le Maire déclare:

"En 1905, la population avait versé 3000000 francs pour permettre l'installation d'une industrie dans la vallée. Nous avons donné notre argent aux industriels d'alors. Nous leur avons donné les plus beaux jardins de la commune. Nous leur avons fourni les pierres, le sable, le bois, en échange d'une promesse qui liait aussi les successeurs".

Une telle déclaration montre aux plus aveugles le vol éhonté accompli par les capitalistes. Mais c'est aussi flagrant dans n'importe quelle branche d'industrie.

Pour protéger leurs brigandages, les patrons ont deux atouts :  
Le premier c'est LA TRIQUE, c'est à dire les CRS, c'est à dire l'Etat gaulliste.  
Le second, mais non le moindre, c'est L'ADAPTATION, LA VEULERIE d'une bonne partie de ceux que les salariés s'étaient donnés ---

...comme dirigeants et qui n'ont même pas l'honneur d'être un maire de petit village, car ils se gardent de souligner l'aspect fondamental dans tout conflit social.

Et ils s'en gardent, parceque LA LECON QUI EN SORT, ça n'est pas l'Horizon 80, ça n'est pas la démocratie renouée, ou reblanchie, c'est la socialisation des moyens de production.

### DES PRÊTRES PARLENT

Les prêtres de la vallée de Ste Marie aux Mines ont publié une déclaration :

" Nous constatons que les plus pauvres sont sans défense et considérés comme de la marchandise. Cette libération des plus pauvres n'est possible que grâce à la solidarité ouvrière. Isolé, l'ouvrier est impuissant à défendre ses droits. La seule manière efficace pour remédier à cet état de choses est de rejoindre les organisations syndicales."

Il nous plaît de citer cet extrait et nous en réjouissons.

Certes les prêtres demeurent sur un certain terrain et pensent qu'une atmosphère de compréhension entre patrons et ouvriers pourrait contribuer à régler les problèmes.

En dépit du fait qu'un bon nombre d'exploiteurs vont à la messe depuis des décades, ces prêtres ne comprennent pas que le problème se situe ailleurs que dans une réforme des âmes. Ils ne veulent pas comprendre la nécessité de la révolution sociale.

Mais que les dirigeants "de gauche" qui la comprennent mieux, leur jette la première pierre.

Et les choses étant ce qu'elles sont, qui peut affirmer que dans le combat de demain, notre copain de lutte sera un Guy Mollet et non un prêtre de Sainte Marie aux Mines ?

### L I C E N C I E M E N T S P A R T O U T

"Situation dramatique des travailleurs du textile, de l'habillement et des cuirs et peaux"

"Nouveaux licenciements dans la constr. Navale sur l'Atlantique et la Méditerranée".

14300 demandes d'emploi de plus qu'il y a l'an.  
18800 offres d'emploi en moins."

"Orage sur Nantes. 600 licenciements prévus pour avril."

Si vous trouvez cela normal, votez De Gaulle.  
Si vous croyez que cela dépend d'un homme, votez Deferre.

Si vous croyez que cela dépend d'un parlement, votez "démocratie renouée"

Si vous croyez que CELA DÉPEND D'UN HOMME, alors ne vous contentez pas de voter; votez pour former un instrument de la révolution socialiste, un parti révolutionnaire.

C'est long ? C'est difficile ? Il n'y a pas de résultat spectaculaire immédiat ?

C'est tout à fait vrai.

Il est bien plus long et bien plus difficile de fabriquer une scie en acier qu'une scie en carton.

Mais soyez pourtant certains que le problème à résoudre, exige une scie en acier.

### LES ALLEMANDS DE LA VOLGA

En Août 1941, un décret de Staline ordonnait de déporter au delà de l'Oural les 700.000 allemands qui étaient installés sur la Volga depuis le 18ème siècle. Au cours de ces années, les Kalmouks, les Balkars subirent le même sort. Dans son rapport au 20<sup>e</sup> congrès, Krouchtchev précisa que "les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parcequ'ils étaient trop nombreux".

Notons que tous ces peuples constituaient officiellement des républiques autonomes avec leurs soviets; leurs tribunaux populaires etc

Ces millions d'hommes sont aujourd'hui réhabilités. Les morts ne sont pas bien entendus, ressuscités.

Mais si l'on songe que la vue d'une seule injustice sociale fut parfois le moteur qui fit de chacun de nous un révolutionnaire, pensons aux longs cortèges de millions d'hommes de femmes et d'enfants déportés, dans les pires conditions et tout simplement parcequ'ils n'étaient pas russes.

Après les crimes nazis, ce sont les plus grands du siècle. Et ils se firent sous un gouvernement qui osait s'affirmer communiste. Ce fut donc le plus grand crime contre le communisme.

On s'étonne parfois d'entendre des allemands dire "je savais qu'il y avait des camps de concentration mais je ne réalisais pas le contenu des mots"

Aujourd'hui, combien de staliniens fraîchement krouchtchévisés, disent "oui, oui, il y eut des erreurs et des crimes". Ils ne réalisent pas davantage le contenu des mots.

### ooo L'éducateur aux 3000 gourdin's ooo

Il y avait 3000 C.R.S. pour accompagner le ministre de l'éducation nationale à Grenoble;

A ce degré de popularité, même un clown abandonnerait sa carrière !

## JUSTICE AMERICAINE

La libération des 21 personnes inculpées par le FBI de l'assassinat de 3 jeunes militants intégrationnistes, continue d'être l'objet d'amères discussions aux Etats-Unis. Il y a, pourtant eu des aveux. Il y a 8 ans, la cour suprême avait rejeté l'objection d'un joueur professionnel accusé de fraude fiscale et qui objectait que son inculpation reposait seulement sur sa reconnaissance verbale. Mais, aux USA, la fraude fiscale est une affaire beaucoup plus grave pour les autorités que le meurtre de 3 militants intégrationnistes.

Certes, l'affaire n'est pas close et doit revenir devant le tribunal d'exception.

Mais, quand on sait que le Président de ce tribunal, le juge William Cox est un aristocrate du Sud qui parle des noirs pendant les audiences, en ces termes : "Cette bande de nègres", "Ces chimpanzés". On n'a aucun doute sur l'issue de ce "jugement"!

Le révérent Luther King a demandé aux industriels du Nord, de boycotter le Sud. Naïve illusion. Le Gouverneur du Mississippi a pu se flatter de dire qu'après cet appel de Luther King, les investissements sont plus grands qu'avant.

### NE PAS EFFRAIER "NOS" ALLIES... DE DROITE?

Quand Tixier Vignancourt est venu bavarder à Dijon, seuls des militants d'extrême gauche ont lacéré ses affiches. Les Grands partis de gauche ont seulement prié le Préfet d'interdire cette manifestation.....

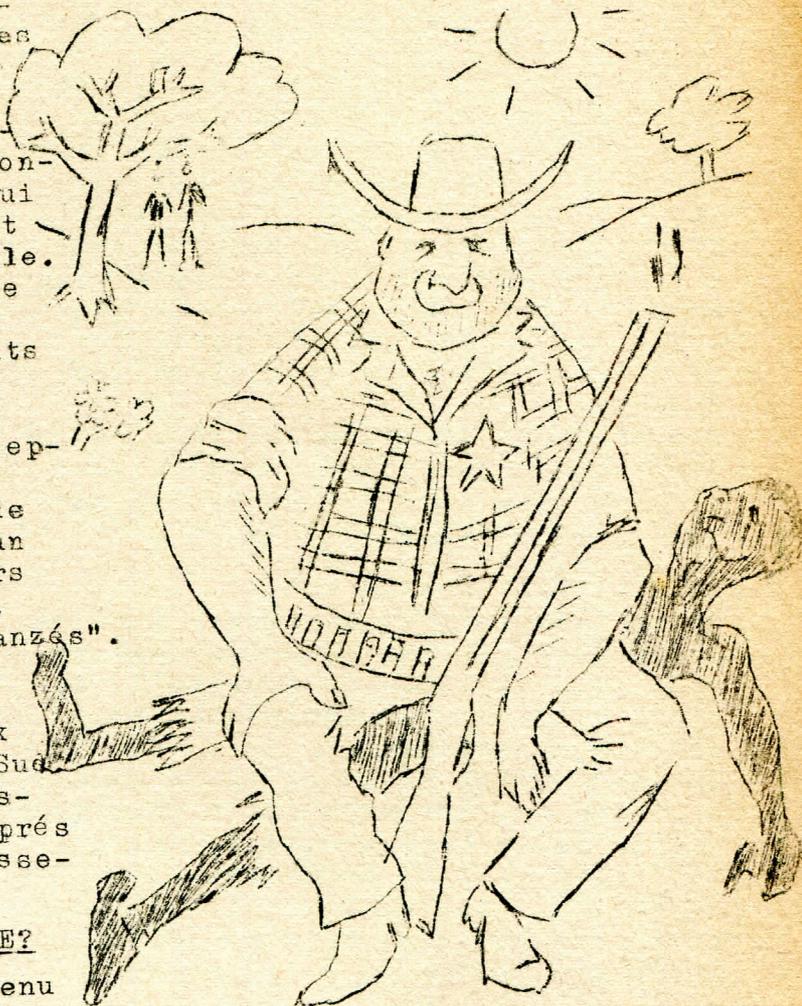
Quand Tixier est venu à Brest, Le Monde a fait état d'une chaude bagarre.

L'Huma ne pipant mot, nous avons écrit à des camarades brestoises qui répondent :

"Le PC a fait un tract reprochant au maire réactionnaire d'avoir autorisé la manifestation... et demandant aux travailleurs de... ne pas tomber dans la provocation... et de manifester leur mépris à Tixier... en restant chez eux"

"Ce qui a guidé le PCF dans cette affaire, c'est le souci de ne pas compromettre les pourparlers avec la SFIO qui ne voulait pas attaquer Tixier. Il semble pourtant que le PCF sera cocu par les deux bouts et que

# MISSISSIPPI



## PARADIS DES CHASSEURS

les SFIO vont faire alliance avec les indépendants.

"Tixier avait avec lui une cinquantaine de nervis avec des manches de pioche. Les contre-manifestants se composaient surtout de PSU et de quelques militants PCF.

"S'il y avait eu un mot d'ordre des syndicats et du PCF, j'aime mieux te dire qu'il n'y avait pas pour longtemps avec Tixier et ses sbires".

"Il y a eu trois blessés hospitalisés!

Ainsi, une nouvelle fois, la contre-attaque anti-fasciste n'a pu être menée que de L'EXTERIEUR des grands partis ouvriers, et ceci en dépit du fait que ces partis ont, à Brest, des militants très combattifs. C'est à méditer.

## ENERVONS NOUS

Les coups de poing échangés entre automobilistes trop énervés, vont en se multipliant malgré la répression judiciaire renforcée. Nous, on veut bien, mais pourquoi cet énervement ?

..La société capitaliste loue votre dynamisme quand il s'agit de suer des profits, mais le travail fini, elle exige que nous redevenions brusquement, des gens calmes et souriants. Parcequ'un coup de poing malheureux a fait un mort, on s'inquiète, on envisage des sanctions, seul remède que connaissent ceux qui ont pour mission d'organiser cette société de dingues.

Des millions de travailleurs s'entassent chaque jour dans le métro ; les autobus pris dans les embouteillages nous font poireauter dans la pluie et le froid.

Mais il faut rester calme.

Et il faut, de plus, arriver à l'heure à son travail. Pas une minute de retard pour attaquer la journée de la beur, ou là, on nous demande de nous énerver au maximum.

Quelques coups de poing entre automobilistes ne résoudre rien. Mais pour que le calme revienne, il faudra d'abord nous élever sérieusement contre la société capitaliste qui fait de nous des robots au ressort tellement tendu que quelquefois il casse.

## CA LUI VA TOUT A FAIT

Il paraît (?) qu'il n'y a rien de tel qu'une vieille putain pour faire une bonne dame patronesse à cheval sur la morale.

En tous cas, il n'y a rien de tel qu'un journal à titres hystériques pour prêcher le calme aux gens.

Ainsi, France-soir, entre deux énormes titres sur l'avocate étranglée et sur les radiations atomiques qui font leur petit bonhomme de chemin, explique gravement aux automobilistes, en page 2, qu'il faut sourire, que diable..

## UN JOURNAL CATHOLIQUE DE DRAVEIL

pose  
"Quel peut bien être le sens de la vie aussi fragile ou nous sommes entés sans l'avoir demandé ? Pour

l'incroyant, aucun sens, il est alors logique d'en profiter tant qu'on peut, sans se soucier des autres ""

On se demande si on oserait répéter ces mots devant tous les incroyants nombreux dans la résistance et dont beaucoup devaient trouver la vie bien absurde pour se résigner à être torturés ou tués plutôt que de vendre leurs camarades.

Ils se sont tellement peu souciés des autres, ces incroyants, qu'ils en sont morts.

(L'Étincelle de Draveil. Janvier 65)

## TELEGAULLE.

En 4 ans et demi, De Gaulle est apparu 1506 fois à la Télé.

## D'ACCORD AVEC R. DUCHET.

Parlant du Centre et de la droite antigauilliste, Roger Duchet écrit dans "France Indépendante"

"Ce qui les rapproche de la majorité est plus important que ce qui les en sépare. C'est avec cette majorité qu'ils ont voulu un exécutif qui gouverne, une assemblée qui, seulement légifère, une monnaie qui soit forte, une économie qui reste libérale"

Alors, pourquoi les communistes et la SFIO soutiennent-ils le chanoine à Dijon aux prochaines municipales?

(L'Étincelle. Gate de Lyon)

## LES TRAVAILLISTES VUS PAR LES CONSER-

Le journal conservateur Sunday-Times pense que la City a bien tort de se méfier du gouvernement Wilson :

"Il s'agit là d'un gouvernement, social démocrate modéré, patriote, et comme tous les gouvernements sociaux-démocrates, profondément conservateur.

Lui reprocher d'être hostile au monde des affaires est tout simplement faux. Il ne faut pas non plus lui reprocher d'être trop radical, car son grand défaut, c'est de ne pas l'être assez.. D'une extrême prudence en tout ce qui touche à l'avenir des syndicats et de la City, ce gouvernement est franchement réactionnaire et borné dans son attitude envers l'Europe. Prendre ce gouvernement modeste, prudent, bien disposé et sage, pour une menace aux intérêts privés et à la tranquillité des financiers est proprement absurde""

## DROLE DE DIALECTIQUE

A la semaine de la Pensée Marxiste, Gilbert Mury, spécialiste PCF des questions religieuses, déclare :

"Nous sommes contre le mouvement pour le Planning familial dans la mesure ou il nous parait un mauvais cheval dans la bataille sociale. Parcequ'il déplace les difficultés. Le refus de l'enfant ne peut pas être la solution à la misère et à l'exploitation capitaliste" (L'Humanité du 23-I).

Ou et quand, le Planning a t'il prétendu constituer une réponse totale aux problèmes sociaux ?

L'auditeur ingénu doit se dire : Ce Mury est un formidable révolutionnaire. Pour lui, pas de demi-mesure. Il faut abattre le capitalisme. Un point, c'est tout.

Notre ingénu va donc trouver Mury et lui demande ce qu'il faut faire.

Et le terrible révolutionnaire Mury, lui explique.....que l'alliance avec des bourgeois "democrates"...voilà un bon cheval dans la bataille sociale.. La "démocratie rénovée"...voilà la solution à "la misère et l'exploitation capitaliste". "Le sang impur qui abreuve nos sillons"...voilà l'hymne à l'universelle humanité.

L'auditeur ingénu, très déçu, se demande alors si Mury n'adapte pas le marxisme à sa convenance.

L'ingénu se met à lire de vieux articles, découvre que les leaders du PCF ont déjà tonné contre la limitation des naissances, que la femme de Thorez s'est élevée contre la mixité dans la Jeunesse communiste...etc.

L'ingénu conclut que les références contre le Planning se trouvent certainement davantage chez le chanoine Kirr que chez Marx.

## LE MACHIN

Escarpit, dans son billet du 5 janvier (Le Monde) compare l'ONU à "un piège à guerre ou, du moins à fauteurs de guerre". Mais voilà que l'Indonésie quitte l'O.N.U. On peut donc sortir du piège tandis que la Chine ne peut y entrer. Et Escarpit pose une question fort intéressante :

"Mais que penser d'un piège d'où l'on sort plus facilement que l'on n'y entre? Un horrible soupçon nous en-

vahit : un piège à guerre monté à l'envers, ne serait-ce pas un piège à paix ?"

C'est bien d'un piège à paix dont il s'agit cher Escarpit.

Mais, pour être d'accord sur ce point, encore faut-il admettre que le véritable problème n'est pas "guerre ou paix", mais "guerre impérialiste ou révolution socialiste". Guerre ou socialisme, voilà le véritable choix à faire et l'ONU apparait bien comme un piège à la révolution et au socialisme. Rappelons à Escarpit que les représentants des USA à l'ONU n'ont pas la digestion affectée par les massacres au Viet-nam et au Congo.

Signalons également qu'ONU ou pas ONU; la France a été représentée au Gabon par ses mercenaires, ce, pour la plus grande joie du sieur de Rothschild, et que l'Afrique du sud a des représentants dans le piège à révolutions. Enfin, Escarpit sait bien que ce n'est pas un hasard si les révolutionnaires protestèrent lorsque Mendès-France proposa d'étouffer la révolution algérienne par la mise en place d'un cordon sanitaire de casques bleus autour de l'Algérie.

Non, il n'y a pas d'horrible soupçon, il n'y a qu'une certitude : la paix ce n'est pas la trêve que concluent parfois certains diplomates. La Paix, avec un grand P, c'est ce que peuvent réaliser les ouvriers et les paysans lorsqu'ils ont le pouvoir, et pour l'instant le seul acte sérieux est de s'armer pour cette paix.

## UN GRACIEUX POETE

"Sans un Baudelaire, sans un Valéry, nous ne réagirions pas comme nous le faisons devant "la mer toujours recommencée" ou le "déroulement infini de ta lame". Que seraient les étoiles et le temps sans Pascal ?"

Qui est donc ce joli troubadour ?

C'est Mr Maurice Papon, Préfet de Police qui, dans le "Bulletin d'information de la Préfecture de Police" du 4-I-65 adresse à tout un chacun ses souhaits de nouvel an.

A propos, gracieux troubadour. Nous voici en Février. Prenez votre luth. C'EST L' ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DE  
C H A R O N N E .

# LES ETRENNES DE L'ETAT PATRON

Toute la presse quotidienne a publié le fameux communiqué du ministère des PTT de sa majesté De Gaulle président du royaume de France sur la majoration des tarifs. Tout y passe depuis la lettre ordinaire jusqu'à la carte postale en passant par les télégrammes, téléphones, communications télex etc. A partir du 18 janvier, les français n'auront qu'à régler sans murmures cette nouvelle augmentation des tarifs postaux, sinon le régime les traitera de mauvais citoyens. Quel culot. un gouvernement qui n'a jamais fait face à ses obligations premières de bien rémunérer son personnel. Il préfère rogner tant qu'il peut les salaires des travailleurs des services publics. Le ministère des PTT n'est pas le dernier à refuser constamment de donner à ses propres salariés un traitement digne de ce nom. Il préfère augmenter les tarifs postaux et réserver une ceinture avec un cran de plus payer les postiers.

Pendant toutes ces dernières années, nous avons vu se dérouler des dizaines de grèves des services publics ; ces travailleurs, las d'avoir des traitements de famine étaient obligés d'avoir recours à la grève pour avoir droit, eux aussi, de vivre dignement de leur travail, mais le gouvernement des pleins pouvoirs ne l'entend pas ainsi.

A titre d'information, voici un tableau qui montrera à lui seul comment le ministre des PTT du général De Gaulle est aux petits soins pour son personnel.

Le salaire moyen du cadre supérieur se situe aux alentours de 300.000 AF par mois. Celui du cadre moyen approche 150.000 AF, celui du contremaître 125.000 AF. Tous ceux là, nous ne les trouvons jamais dans les piquets de grèves, tandis que l'employé gagne en moyenne 80.000 AF, que l'ouvrier doit se contenter de 70.000 et que le personnel de service dépasse à peine 55.000 AF, en moyenne. Mais il s'agit, répétons le, de moyennes. La répartition par tranches de salaire fait mieux apparaître la différenciation. On y relève qu'un tiers des salariés gagnent moins de 60.000 AF et que 40 % perçoivent entre 60 et 90.000 AF. Ou, si on préfère, que les 3/4 des salariés reçoivent moins de 90.000 AF tandis que 11% dépassent 145.000. On est alors en droit d'écrire que sur 12 millions de salariés, 5 gagnent moins de 60.000 AF, et 5 autres, entre 60 et 90.000 AF.

A l'autre bout de l'éventail, nous trouvons 50.000 de nos fameux "frères de de classe et de misère" qui gagnent plus de 500.000 AF par mois. La statistique jette un voile pudique sur les plus hauts salaires.

Plus de 10 millions de salariés gagnent moins de 90.000 AF par mois. Elle est là la classe ouvrière. Elle n'est pas "nouvelle", bien que certains aient toujours à la bouche ce slogan creux. C'est toujours cette classe ouvrière qui peine qui produit et qu'on exploite. Les "penseurs" d'aujourd'hui ne la connaissent que par oui-dire....

Le Régime de De Gaulle et du banquier Pompidou la connaît pour l'opprimer et l'exploiter pour le plus grand bien de leur politique de fausse grandeur. Les majorations du 18 janvier en sont une preuve de plus qui s'ajoute aux autres, et elles sont nombreuses. C'est pour cela que la lutte revendicative doit révéler son véritable caractère de classe. N'oublions pas que la grève est un combat de classe. Certains ne le comprennent pas eu, du moins, ne veulent pas le comprendre.

Malgré les "grands" et les "forts", la classe ouvrière saura imposer sa force et sa volonté pour son droit à la vie. Ces messieurs ne pourront pas toujours tronquer l'histoire.

Jules Fourrier

(Cercle Germinal . Toulouse)

Les travailleurs répondent au C.N.P.F.

-:-:-

### LES PATRONS AVEC NOUS CONTRE L'ETAT ?

Il nous l'ont presque promis dans leur charte du 19 janvier. Peut-être n'ont-ils pas fait grève les 27-28 parce qu'ils n'étaient pas encore bien prêts. Nous faisons grève contre l'Etat-patron... et les patrons, le 19, partaient en guerre contre l'Etat-pas-patron. Il ne faut pas exagérer, on ne se mange pas entre chefs d'entreprise, on se contente de s'insulter avec élégance. A cette nuance près, les patrons sont avec nous et le disent franchement : "L'économie doit être au service des hommes... accroissement progressif des salaires... satisfaction du droit au travail... il importe que les risques fondamentaux de l'existence fassent l'objet d'une garantie sociale..." Il y a quelques "mais" et nuances dont nous parlerons tout-à-l'heure, mais les patrons sont contre l'Etat, ils vous le disent. Alors, patrons, tous ensemble à la prochaine grève ?

### LES NUANCES.

Que lui reprochez-vous, au fait, à l'Etat ? "... des interventions artificielles... excessives... les retards accumulés dans les divers secteurs", sa façon de ne pas "régler ses propres dépenses en fonction de la situation économique du pays" et surtout, c'est votre reproche le plus grave, d'avoir "canalisé vers les caisses publiques ou parapubliques une part très importante de l'épargne des Français au lieu de la mettre directement au service de l'économie" autrement dit, directement dans vos coffres-forts.

Certains des journalistes que vous vous payez ont cru lire dans votre charte une déclaration de guerre à l'Etat. Nous n'y trouvons, nous, qu'un rappel à l'ordre adressé à un valet de chambre quelque peu turbulent. Vous l'avouez vous-même très franchement, M. Georges Villiers, parlant à vos amis patrons : "... notre souhait est, au contraire, de coopérer avec le gouvernement..."

Nos reproches à l'Etat ne sont pas exactement les mêmes que les vôtres.

### L'ETAT, SERVITEUR DES PATRONS.

Le président du C.N.P.F. a raison. L'Etat est à son service, et il va même jusqu'à payer largement les organismes patronaux, dits "professionnels", avec les taxes parafiscales. En 1964, je parle en nouveaux francs évidemment, les betteraviers ont touché 41.750.000 F ; les groupements de producteurs de boissons alcoolisées, 14.848.500 F en tout ; le Centre technique des industries de la fonderie, 11.730.000 F ; l'Institut français du pétrole, 49.900.000 F ; et j'en passe. Merci, travailleur contribuable, d'avoir ainsi payé les secrétaires des organisations patronales, les patrons sont trop pauvres pour se les payer eux-mêmes alors que, dans ton syndicat, tout fonctionne avec tes cotisations.

Alors, MM. les patrons, après avoir tant profité des services de l'Etat, vous n'en voulez plus, c'est décidé ? "La concurrence est un facteur irremplaçable de progrès... libre création et libre développement des entreprises". De votre valet de chambre, vous n'attendez plus que de "veiller au maintien d'une saine concurrence" et vous le lui rappelez fermement. "Il n'a ni à s'immiscer dans la gestion des entreprises privées, ni à leur opposer d'artificielles concurrences".

.../...

## SOYEZ LOGIQUES.

Passez-vous des aides de l'Etat, cherchez vous-mêmes vos marchés extérieurs. Bravo, MM. les patrons, allez jusqu'au bout. Commencez par demander au gouvernement (il vous écoute toujours avec bienveillance) de supprimer les taxes sur les réfrigérateurs italiens. Puisque vous êtes fiers d'être au Marché Commun, ne demandez plus d'appliquer des droits d'importation plus élevés qu'en Allemagne pour les transistors, magnétophones, appareils photos, jumelles, briquets du Japon ; pour la santé de nos enfants, importez au même prix que nos voisins belges la vitamine C de Hongrie et, surtout, pour leur joie, appliquez le tarif douanier normal du Marché Commun aux poupées de Hong-kong et à tous les jouets du Japon.

Ayez au moins la pudeur de ne pas implorer instamment, le jour même de votre déclaration "fracassante", l'aide de M. Giscard d'Estaing au profit des industries textiles, même si son pull-over sort des lainières de Roubaix.

Vous partez à la conquête des marchés internationaux. Nous vous rappelons que vos meilleurs en biens d'équipement se trouvent, entre autre, en Europe centrale, en U.R.S.S., en Chine populaire. Ce sont des économies de libre concurrence, peut-être ? Il est vrai que, prétendez-vous, certains d'entre eux "sont en train de redécouvrir cette vérité" (le profit). Nuance, Messieurs : dans aucun de ces pays, le système économique ne fonctionne pour rapporter des dividendes aux capitaux investis (c'est ça, le profit) mais il repose sur un plan cohérent d'accroissement des moyens de production et, partant, des biens de consommation, en fonction des besoins des travailleurs. Que certains économistes de l'Est songent à laisser aux chefs d'entreprise une plus large autonomie dans la détermination des prix, qu'ils cherchent à asseoir les privilèges dont ils jouissent, c'est une autre affaire. D'une part, aucun travailleur n'a encore approuvé ces économistes ; d'autre part, leurs théories ne rétablissent en aucune façon la notion de "profit". Renvoyez les grands penseurs du C.N.P.F. à l'école. Vous avez de quoi payer leurs études.

## VOS MODELES.

Vous prenez exemple sur les autres pays capitalistes ? Nous vous rappelons qu'en Allemagne fédérale l'Etat finance plus de la moitié des investissements ; il a fait de Volkswagen une affaire florissante à ses frais, puis il a eu la bonté de la rendre aux patrons privés lorsqu'elle a fait de substantiels bénéfices. C'est cela que vous attendez. Toutes les pertes pour l'Etat (les contribuables travailleurs) et tous les bénéfices pour vous, et sans impôts ou presque (point 14). Les Etats-Unis sont votre modèle : pour une bonne douzaine de leurs entreprises, le chiffre d'affaires total de la première affaire française correspond à peu près aux menus frais de bombance d'un de vos collègues américains. En libre concurrence, il ne fera de tous les membres du C.N.P.F. qu'une bouclée.

## VOUS APPREZ L'ART DE MAINTENIR UN GRAND NOMBRE DE CHOMEURS.

Ce que vous admirez surtout, aux Etats-Unis, c'est que vos confrères ont l'art de maintenir en permanence un nombre respectable de chômeurs (3,5 millions de chômeurs totaux, sans compter les sous-employés, les saisonniers, etc.) et la manière d'empêcher les travailleurs d'exprimer leurs intérêts de classe, et même d'y songer. Le patronat américain tient pratiquement tous les moyens de propagande et, touche artistique à son chef-d'oeuvre, distribue de hauts salaires. A hauts salaires, hautes dépenses, hauts crédits, etc. Pour endormir ses travailleurs, le patronat américain a réussi. Il a réussi en contrôlant les marchés dans le monde entier (le monde "libre"). Pour trouver de nouveaux débouchés extérieurs, le C.N.P.F. demande à employer sensiblement les mêmes méthodes.

La charte patronale n'est qu'un coup de griffe à l'Etat. Nous y lisons clairement, en revanche, la constatation de la guerre permanente entre les travailleurs. Quand il y est écrit "homme", il faut toujours lire patron; quand il y est question des travailleurs, on dit toujours "salariés". Si l'on parle du droit au travail, c'est pour que les patrons soient libres de transférer à leur gré les salariés d'entreprise, de profession ou même de lieu. Parler de "garantie sociale", c'est demander à réduire la part patronale à la sécurité sociale et inviter les salariés à cotiser à des assurances privées. Le C.N.P.F.

Le C.N.P.F., "pensant qu'il devait provoquer dans l'opinion un choc salutaire", déclare son président, voulait surtout rappeler deux principes qui lui sont primordiaux :

- "Le profit est l'un des moteurs essentiels de la croissance économique", c'est la raison d'être du patronat. Comme le dit un journal de patrons : "il apparaît d'évidence que le capital n'a d'autre raison d'être que de produire des revenus".

- Le patron est seul maître à bord : "en matière de gestion des entreprises, l'autorité ne peut se partager". Sur ce point, certains pourraient croire que les jeunes patrons ne sont pas d'accord. Le journal précité remarque avec justesse qu'ils "rejoignent curieusement l'encyclique Mater et Magistra". Il a raison, l'encyclique n'a jamais été à l'encontre de l'autorité patronale... et les jeunes patrons non plus. Ils ont voté la charte du C.N.P.F. et, dans leur texte "complémentaire", ils se contentent de proposer "la participation des cadres à l'élaboration des décisions" (le patron reste la seule autorité) et "le dialogue avec les syndicats de salariés" (comme chez Pompidou...).

Les patrons ont toujours dirigé leurs entreprises en monarchies absolues, avec pour seul but l'accroissement de leurs bénéfices. Pourquoi le proclamer si bruyamment, et pourquoi maintenant ? L'Etat a depuis longtemps encaissé de nombreux impôts sans que le patronat s'en plaigne, au contraire. Pourquoi l'accuser brusquement d'asphyxier la libre entreprise ?

#### UNE QUERELLE DE FAMILLE.

Si Etat et patrons de toutes nuances se retrouvent du même avis quand il faut taper sur le travailleur, ils ne s'entendent pas si bien lorsqu'ils se retrouvent en famille. Une seule formule géniale remettra toute la famille d'accord : "la liberté d'entreprise, la libre concurrence". A qui fait plaisir cette belle vieille idée ? - Aux fabricants de boîtes à camembert, de tire-bottes, de boîtes à musique, qui se figurent tous faire facilement leur petite fortune, pourvu qu'on les laisse tranquilles.

A qui profitera la doctrine, lorsque les barrières douanières seront tombées ? - Aux quelques entreprises françaises assez puissantes pour se mesurer à leurs soeurs allemandes, américaines, japonaises. Et encore ne réussiront-elles que si elles peuvent trouver rapidement de nombreux capitaux français. Voilà pourquoi elles reprochent à l'Etat de "drainer l'épargne" au lieu de la leur laisser prendre "librement". Toute la question est là. Nous assistons à une spurnoise querelle de famille entre le capitalisme financier (banques et monopoles) et le capitalisme "vieille France" (petites et moyennes entreprises). Quant à l'Etat, les patrons ne lui reprochent pas toutes ses dépenses improductives, au contraire ! Les multiples polices, la force de frappe, ah, mon cher, si nous avions eu tout ça en 36, il n'y aurait pas eu de front populaire.

#### UNITE DES TRAVAILLEURS.

Patrons et Etat nous donnent l'exemple : même mécontents les uns de l'autre, ils sont toujours unis contre nous. Réciproquement, par dessus toutes nos divergences, nous devons nous unir contre eux. Aujourd'hui, le grand capital écrase le petit. Les U.S.A. ont pris le contrôle de 110 sociétés françaises en 63, se sont implantés dans 85 maisons en 64 et ce n'est qu'un début. C'est très facile pour les capitaux de passer les frontières. Nombre de petits patrons entrevoient la faillite. Ce qu'ils craignaient des "rouges", c'est le grand capital qui en réalité le leur impose. Cette situation peut rendre diverses couches plus réceptives au véritable socialisme. Profitons-en, le C.N.P.F. nous en donne l'occasion.

# LES ELECTIONS MUNICIPALES

Ils sont nombreux ceux qui s'acharnent à présenter les élections municipales comme une opération visant essentiellement à mettre les meilleurs administrateurs possibles dans les mairies. N'a t'on pas lu récemment une annonce demandant des candidats au conseil municipal avec cette précision que les orientations politique et religieuse du candidat étaient indifférentes. Et la droite qui tient tant à retirer son caractère politique à la campagne des municipales, crie très fort au "Front Populaire". En fait, une défaite nette de l'UNR serait bien un rude coup au gouvernement De Gaulle.

Pourtant, le PCF et la SFIO entrent dans le jeu des bons gestionnaires, apportant dans la presse quotidienne ou locale la preuve qu'ils ont fait du bon travail. Le PSU n'échappe pas à la règle et apporte, sinon des preuves, du moins un programme de gestion municipale. Mais cette campagne électorale n'est pas uniquement affaire de gestion : Le PCF et la SFIO viennent de conclure un accord ; accord peu solide puisqu'il n'a pas pour base un programme politique ; accord limité puisqu'il ne concerne que les communes de plus de 30.000 habitants ; accord dont le fond est d'abord anti UNR. Mais en politique, il ne suffit pas d'être anti quelque chose. C'est là qu'apparaissent les difficultés : Anti UNR aux municipales et archi-réactionnaire pour les "présidentielles", quel programme le parti de Mollet pourrait-il accepter ? Quel programme pourraient proposer les dirigeants communistes, qui recueilleraient l'approbation du PCF (en tant que parti ouvrier) et des radicaux partisans, eux, de l'ordre (l'ordre bourgeois s'entend).

L'accord PCF-SFIO a tout de même le mérite d'exister et d'ouvrir la perspective de mouvements unitaires. Cet accord peut être le point de départ de la réalisation de la CONVENTION NATIONALE DES FORCES SOCIALISTES. Mais, soyons bien d'accord sur ce point : La politique pour une convention ne signifie pas quelques belles déclarations ni de vagues accords au sommet. Il s'agit de l'appuyer sur les travailleurs qui entrent progressivement en lutte. La classe ouvrière ne revendique pas spécialement des autobus ou des parterres fleuris dans les cités ; elle en est à se battre pour les salaires. Et les militants pour la Convention doivent être les plus actifs sur le terrain de la lutte revendicative : Ils doivent être les plus acharnés à vouloir réaliser l'unité syndicale. La pression est montée le 11 décembre, elle devrait encore monter les 27 et 28 janvier. Et, tôt ou tard la lutte devra passer au stade le plus élevé de l'affrontement politique. C'est hors de l'usine et du bureau qu'il faudra se battre ; les militants pour la Convention devront montrer que c'est dans la rue que se règle l'affaire des 40 heures et que l'on règle son compte au plan de stabilisation. Et dans la rue, c'est le pouvoir et non le patron que l'on rencontre. Au cours de telles luttes se manifesteront les vrais défenseurs de la classe ouvrière.

Mais les municipales approchent. La Convention est loin d'être réalisée. Dans l'immédiat, il faut intervenir dans les réunions électorales et ne pas craindre d'expliquer qu'il n'y a pas de solution locale aux problèmes posés aux conseillers municipaux. (Qui détient l'argent ? Qui distribue les crédits ?) Il faut rappeler aussi que la mairie n'est pas une simple affaire de gestionnaires, mais doit être une tribune d'où on dénonce le "pouvoir" et appelle à la lutte. Aux hésitants, il faut rappeler qu'en Mars 1963, les élus ouvriers purent utiliser leur position pour apporter un soutien matériel important aux mineurs. Il s'agissait là d'un choix politique.

J. Pesquet . Le 16-1-65

# CFTC CFTD

La presse et la radio ont fait une publicité particulière au congrès CFTC des 6 et 7 Novembre qui "consacrait" la deconfessionnalisation de la Centrale. Ses dirigeants ont présenté la laïcisation comme l'événement le plus important de l'histoire du Mouvement ouvrier depuis 1936.

Est-ce un changement si profond ? Que peut-on en espérer ?

Si les effectifs et l'audience de la CFTC la plaçaient, quant à la représentation de la classe ouvrière, loin derrière la CGT, il est incontestable qu'elle tendait néanmoins à devenir une organisation de masse. Mais le recrutement restait conditionné par l'étiquette chrétienne; et un grand nombre de ses militants provenait des mouvements chrétiens ( JOC, JEC, ACO) Il n'est pas étonnant d'ailleurs que ce soient ces mêmes militants qui aient voulu donner à l'organisation syndicale une ouverture qui lui manquait.

Mais s'agissait-il d'affirmer une laïcisation devenue depuis longtemps effective ? On peut se le demander.

A l'origine les statuts de la CFTC se référaient directement à une encyclique papale qui fut ensuite remplacée par une référence à la morale sociale Chrétienne.

Le Préambule et l'Article 1er des statuts de la CFTD énoncent des principes généraux qui détermineront l'attitude de la nouvelle confédération. Mais à leur lecture apparaissent des similitudes importantes avec l'encyclique Pacem in Terris de Jean XXIII .

Nous n'en citerons que quelques unes à titre d'exemple :

## Préambule des statuts CFTD

Tout homme a droit à être traité comme une personne. A chacun doit être garanti le plein exercice de la liberté de conscience et d'opinion...

Tout homme a le droit de diriger sa vie de développer sa personnalité au sein des divers groupes et communautés naturelles dont la première est la famille, et pour ce faire, de disposer pour lui-même et les siens de biens matériels, culturels, et spirituels.

... Le droit à des conditions de vie et de travail garantissant l'intégrité et le développement de sa personne, à la solidarité effective de la communauté notamment dans le chômage, la maladie, la vieillesse.

Ceci, davantage que la concession de dernière heure faite aux traditionalistes ( mention de l'apport de l'humanisme chrétien ), prouve que l'inspiration reste la même.

Il ne s'agit pas de contester ici la valeur de ces principes. Mais l'on doit reconnaître qu'ils ne peuvent suffire à une organisation syndi-

## Encyclique Pacem in Terris

Tout être humain a droit au respect de sa personne à sa bonne réputation, à la liberté dans la recherche de la vérité l'expression et la diffusion de la pensée.

Tout homme a droit à la liberté dans le choix de son état de vie... La famille doit être tenue pour la cellule première et naturelle de la société. De là l'obligation de mesures d'ordre économique, social, culturel et moral de nature à en consolider la stabilité...

Tout être humain a droit à la vie, à l'intégrité physique et aux moyens nécessaires et suffisants pour une existence décente... Par conséquent l'homme a droit à la sécurité en cas de maladie, de veuvage, de vieillesse, de chômage ...



DROLE

DE COMITE

Comme dans une multitude d'entreprises, il existe dans l'usine Renault-Somua de Paris, des délégués du personnel, d'une part, et un comité d'établissement d'autre part.

Chez Renault-Somua, la Direction est toujours assez cassante dans les relations avec les délégués du personnel. Elle est tout miel envers le comité d'établissement.

Pourtant, sachez que dans les deux organismes il y a une majorité CGT. Peu importe, la Direction Renault sait ce qu'elle fait.

Voulez-vous un bon de délégation extérieure pour aller au syndicat ? Impossible, rien à faire.

Voulez-vous le même bon pour faire le tour des marchands de bonbons en vue des cadeaux de Noël du Comité ? Mais bien entendu.

Le comité gère quelques millions. Il s'occupe de la bibliothèque, du club de pêche à la ligne, de l'aide pour l'envoi des enfants en colonie de vacances, et du championnat inter-usine de pétanque.

Le responsable, en fait, du comité, gère donc des sommes importantes traitées avec des commerçants en gros, etc, etc. Depuis de longues années, personne n'a pu connaître le détail de ces démarches. Il semblerait indécent aujourd'hui de demander des comptes...

La CGT décide une grève ? Il n'est pas rare de voir des membres du comité d'établissement travailler, tandis que les délégués du personnel appellent au débrayage.

Inutile de dire que les relations manquent souvent de cordialité entre les responsables syndicaux et le comité d'établissement qui sont pourtant du même syndicat et parfois du même parti.

#### Coup de pouce patronal

La situation a empiré fortement cette année, au détriment du syndicat de l'usine et au profit du groupe dirigeant le comité.

La direction en licenciant une centaine d'ouvriers et employés en a profité pour opérer des coupes sombres parmi les militants actifs tout en épargnant le comité d'établissement.

Résultat : Aujourd'hui l'équipe combattive du syndicat est plus que réduite face à celle du Comité d'établissement. Le poids du syndicat diminue tandis que celui du responsable du comité augmente.

Ce responsable serait sans doute surpris si on le traitait de collaborateur du patronat. Il gère tout simplement. Quand des ouvriers furent licenciés en juillet dernier, il était bien décidé à refuser, aux enfants de ces ouvriers, la subvention pour la colonie de vacances du mois d'août. Ne faisant plus partie du personnel, ces ouvriers ne le concernaient plus. C'est aussi simple que cela. Il fallut que ce soit le directeur de l'usine qui donne une leçon à ce curieux cégétiste, et convienne que les ouvriers licenciés devaient être considérés comme membres, à part entière, de l'usine pendant la période des vacances.

#### Comment ce genre de situation est-il possible ?

Parce que les ouvriers ne participent pas à la vie du syndicat et ne demandent pas de comptes.

Quel genre de sentiment tend à se développer chez des hommes qui "ne participent pas" ? L'idée que toute gestion est compliquée, l'idée qu'il y a des "irremplaçables", la reconnaissance à l'égard de celui "qui se dévoue" pour vous, l'idée que la moindre aide financière (colonie de vacances etc..) est un don.

On comprend aisément que les hommes en proie à de tels sentiments aient tendance à accorder plus de considérations à l'activiste du comité d'établissement qu'au délégué du personnel. Le second appelle à lutter pour un résultat douteux (tellement douteux, hélas, avec les grèves symboliques et répétées d'une heure) tandis que le premier ne vient vous voir que pour apporter des petites satisfactions très concrètes.

### Comment les choses sont-elles arrivées là ?

Les choses ont commencé, il y a bien des années. Et le passé pèse lourd. Après la libération, à l'époque du "retroussons les manches", l'usine Renault avait le "fanion de la productivité". Sur 500 ouvriers, il y avait plus de 200 adhérents au PCF. Dans les fêtes de la CGT, le chef d'atelier, un foulard rouge autour du cou, jouait du piano. Certains ouvriers disaient, bien plus tard, "il a changé". Erreur, erreur ; pour faire "retrousser les manches", il fut toujours prêt à jouer de la musique.

Les assemblées ouvrières avaient lieu dans l'enceinte de l'usine.. et pour cause.. Le patron prenait la parole : "Mes amis, il serait bon que nous puissions sortir dix huit tours le mois prochain", et le secrétaire du syndicat rétorquait : "Camarades; engageons nous à en sortir vingt".

En ce temps là, il n'était pas question de distraire un quart d'heure à la production en affûtant, par exemple, quelques outils personnels. Pas besoin de l'oeil vigilant du tôlier. C'est "Le métallo", journal de la CGT qui écrivait "Faire de la perruque, c'est voler le patron".

Inséparable d'un tel climat, il y avait bien sûr, le culte de la personnalité à tous les étages. La formule en vogue n'était pas "vérifions" mais "Faisons confiance".

C'est ainsi qu'on brise mille choses dans l'esprit des travailleurs. C'est ainsi qu'on provoque la désaffection envers les réunions ouvrières. Tant qu'à devoir écouter...et la boucler. Tant qu'à être spectateur... la Télé...

### Les années passèrent.

La chape de plomb du stalinisme disparut. Mais les marques subsistèrent. Otez le pavé du sable, l'empreinte demeure. Jusqu'à ce qu'une grande vague efface les meurtrissures.

Aucune autocritique du passé n'a été faite.

Dix huit ans après, le "ton" syndical pour justifier une revendication, demeurait : "La situation financière de l'entreprise permet d'envisager la possibilité d'une augmentation".

A quoi, le patron, assez ravi, avait beau jeu de répondre que les choses ne sont pas si riantes..qu'il a fallu investir..et patate..et patate. Sur ce terrain, il était imbattable.

Le jour ou un délégué déclara que nos revendications n'ont aucun rapport avec le nombre de tours vendus, et que nous ne devons pas discuter sur ce terrain tant que nous n'aurons pas un véritable contrôle de l'entreprise, le directeur montra les dents et fit comprendre qu'un tel langage n'était pas du tout convenable.

### Pour conclure

Une longue pratique de collaboration de classe, le manque de formation politique des nouveaux militants, puis les coupes sombres effectuées par le patron, voilà ce qui a amené la situation présente.

Il est permis de penser qu'elle existe dans beaucoup d'autres usines. Il est certain que cette situation inquiète les grandes directions syndicales. Ayant freiné le balancier quand il allait à gauche, elles s'inquiètent régulièrement devant l'ampleur du contre coup.

Le destin des "appareils" sclérosés, est d'être "à gauche" des ouvriers démoralisés, mais immédiatement "à droite" des ouvriers qui reprennent courage.



Nous publions ci-dessous une lettre de deux militants CGT adressée à Frichmann secrétaire général de la Fédération Postale. Chaque lecteur sait qu'au cours des dernières grèves, les travailleurs ont rarement été consultés, quant aux objectifs de la lutte et aux modalités de l'action, par les directions syndicales. Mais il ne suffit pas de le constater et de s'en indigner. Nous croyons que si beaucoup de travailleurs agissaient comme les deux syndicalistes qui ont écrit cette lettre, il y aurait, au moins, le début d'un changement.

A G. FRISCHMAN Secrétaire de la Fédération Postale

Au lendemain de la grève du 11, nous tenons à te faire connaître notre point de vue, conscients de représenter l'opinion d'un certain nombre de postiers de notre Section et d'agir ainsi dans l'intérêt des travailleurs en général.

Nous avons accueilli avec satisfaction le mot d'ordre unitaire pour le 11 Décembre. Le succès sans précédent de cette grève nous confirmait dans notre opinion que les travailleurs voulaient se battre tous ensemble et qu'ils savaient, lorsque l'occasion leur en était donnée, dépasser le stade des revendications corporatives et catégorielles.

Si, au soir du 11, l'accord était unanime sur la nécessité de poursuivre la lutte, il nous apparaît que la CGT ne semble pas s'orienter aujourd'hui vers la seule forme d'action actuellement valable: Le mouvement d'ensemble.

Nous ne développerons pas ici les arguments qui militent en sa faveur. Tu sais combien la classe ouvrière a besoin de se sentir unie en face du pouvoir gaulliste, dont tous les travailleurs sont victimes de la politique anti-sociale. Tu sais aussi, pour l'avoir dit au congrès des Services financiers, que ce qui compte le plus, c'est le nombre des grévistes, davantage sans doute que l'embouteillage créé dans les services par les mouvements tournants que la presse bourgeoise s'efforce de dissimuler.

Enfin, tu n'ignores pas que le gouvernement tentera encore de porter atteinte au droit de grève, et qu'il le pourra d'autant plus facilement que nous nous battons en ordre dispersé.

Nous ne pouvons donc approuver la dernière grève de la SNCF, et plus particulièrement les grèves qui se déroulent actuellement dans les PTT en province.

Il est possible que ces mouvements aient été voulus et décidés à la base; Mais nous pensons qu'il est du rôle des organismes directeurs fédéraux et confédéraux de coordonner l'attitude des syndicats et des fédérations.

Il aurait fallu à cette occasion expliquer l'importance de l'enjeu et l'intérêt qu'il y avait à donner la primauté aux revendications générales. Mais, le voulait-on vraiment ?

Les postiers de Lyon et de St Etienne risquent ainsi d'affaiblir leur combattivité, et de ne pas se trouver prêts en janvier prochain.

Il est encore temps de travailler à la préparation d'autres journées de grève générale étendue au secteur privé et qui seraient aussi des journées de manifestations à Paris comme en province.

C'est sur ce point que nous aurions aimé voir les postiers de "l'arrivée" se prononcer si, comme l'un de nous l'avait demandé, ils avaient été appelés, en temps voulu, à donner leur avis sur la poursuite de la lutte, dans une assemblée du personnel.

Ceci nous aurait évité de te faire connaître aujourd'hui directement notre point de vue.

B.CROU et A.MARINOLLI ...PARIS-CHEQUES.

mmmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm mmmmm

CAMARADE.. Tu le sais bien, il nous manque toujours un sou pour faire un franc. ABONNETOI ABONNETOI ABONNETOI ABONNETOI ABONNETOI ABONNETOI.

# La préparation de la grève du 28 janvier à l'E.D.F.

Après "le coin du feu" de Pompidou évoquant les difficultés des usagers domestiques privés d'électricité et les conclusions d'un dernier conseil des ministres insistant sur ces mêmes problèmes et plus particulièrement sur le fait jugé inadmissible que les jours de grève les comités de grévistes aient les directives techniques de l'entreprise en main, il fallait s'attendre à une offensive du gouvernement.

Allait-il prendre de front les organisations syndicales et les travailleurs, en interdisant la présence des comités de grève dans l'entreprise, en réquisitionnant le personnel au maintien de la fourniture du courant? Cela semblait peu probable. Les réactions d'un secteur assez combatif (90% du personnel est syndiqué) auraient pu aboutir à l'inverse du but recherché. En effet des comités de grève locaux composés d'une grande majorité de militants syndicaux avertis, respectent d'une manière générale les directives du comité national de grève. Dans le cas d'une interdiction des comités de grève, des comités à la base pourraient se former et sans directives nationales procéder à des coupures anarchiques pouvant provoquer des incidents graves sur le réseau et sur les moyens de production.

Il faut aussi remarquer qu'en ce qui concerne la gêne créée aux usagers domestiques les fédérations syndicales avaient déclaré dès le 12 janvier "qu'en raison de la période hivernale leur souci était de limiter les perturbations dans l'alimentation des consommateurs particuliers."

En fait là était le noeud du problème, et, si, contrairement à ce qu'a écrit la presse bourgeoise aucun accord n'a été signé entre les fédérations de l'éclairage et la direction générale, la grève du 28 janvier va malgré tout revêtir un caractère particulier.

Le "Monde" du 24-25 janvier titrait un article La grève "Concertée", dans lequel on lisait "La grève devient en quelque sorte" concertée", les pouvoirs publics et les syndicats étant également soucieux de se ménager une opinion qui en fin de compte, pèsera sur le règlement ultérieur du conflit".

Ca serait aller un peu vite de dire qu'il y a collusion entre les Fédérations et la Direction.

En examinant d'un peu plus près la situation, un certain nombre de faits laissent néanmoins songeurs.

Le gouvernement vient de prendre un arrêté technique qui précise, qu'en cas de production de courant insuffisante, la distribution sera maintenue aux abonnés domestiques, les coupures devant porter sur le secteur industriel.

Depuis la libération l'arrêté technique répondant à cette situation était l'inverse. En ce qui concerne la distribution aux circuits prioritaires (croix rouge, etc...) rien n'est changé. Notification officielle en a été faite aux Fédérations, au cours de l'entrevue habituelle qui a lieu avant chaque mouvement, entrevues où les modalités techniques de la grève sont présentées à la Direction.

Première série de remarques :

- d'une part le gouvernement a fait en sorte que la population et les travailleurs puissent interpréter les nouvelles formes de coupures de cette grève comme un recul des syndicats, et de toute façon apparaître comme celui qui a eu le souci de l'opinion publique.

- d'autre part si à coup sûr il n'y a pas d'accord signé entre les Fédérations

et la Direction, au cours de l'entrevue devant fixer les modalités techniques de la grève, la Direction a précisé que c'était elle qui donnerait les consignes de coupures.

Il faut d'ailleurs à ce sujet, pour bien comprendre, revenir à la grève du II décembre et même aux grèves antérieures à cette date. Avant le II décembre les directives de grève portaient uniquement sur la journée, production, distribution commençaient le mouvement au même moment.

Depuis le II décembre la production prend une part "technique" plus importante dans la réussite du mouvement.

En effet la grève portant sur 24 heures, commençait activement pour la production à 21 heures, moment auquel elle commençait à descendre au minimum technique, et ce n'est que le lendemain matin, au moment de l'appel important de courant que la distribution participait activement aux coupures techniquement nécessaires.

Donc dans les faits les syndicats avaient fait en sorte que la direction soit obligée de "prier" les comités de grève de la distribution de délester, charge à eux de veiller à la bonne répartition du minimum de courant fourni.

La grève du 28 janvier se déroule dans les mêmes conditions aux nuances près que :

- d'une part les délestages seront effectués sur les industries et non plus sur les usagers domestiques

- d'autre part ces délestages seront sous la responsabilité de la Direction comme le lui a "recommandé" le gouvernement. Les comités de grève de la distribution veillant d'ailleurs à l'application et corrigeant si nécessaire.

En résumé les formes de la grève du II décembre voulues par les fédérations n'étaient qu'une répétition de celles de la grève du 28 janvier, mais cette grève ne pouvant se dérouler que sous cette forme, compte tenu des pressions gouvernementales. On peut donc penser que les Fédérations ayant eu vent avant le II décembre de ces pressions possibles, ont essayé par une manoeuvre savante de ne pas trop faire transparaître le recul qu'il faudrait de toutes façons effectuer. Vont-elles continuer ce jeu dangereux, si ces suppositions sont exactes, dangereux parce que la base n'est pas au courant.

Cela n'est pas impossible quand on sait qu'à la réunion de tous les responsables syndicaux CGT de la région parisienne, à l'occasion de la préparation de la grève du 28 janvier, la fédération de l'éclairage a tenu un certain nombre de propos en réponse aux questions d'un grand nombre de militants sceptiques quant aux nouvelles formes que revêt la grève.

Citons : "Il ne faut pas voir que les KW dans la grève, il faut voir aussi le personnel en grève...."

"Les grèves sont techniquement beaucoup plus difficiles qu'avant. Les centrales modernes ne tournant plus qu'avec une dizaine d'agents et les jours de grève avec deux personnes elles peuvent fournir le courant nécessaire. Sans parler des centrales ultra-modernes qui peuvent être commandées directement du dispatching, personne n'étant présent à l'intérieur!"

Cela peut en effet faire penser, si l'on adopte les suppositions précédentes que les Fédérations de l'éclairage préparent le personnel à faire les prochaines grèves sans coupures de courant.

De toute façon, en conclusion, si l'on ne peut rien affirmer pour l'avenir, on peut dire que si manoeuvre il y a, les fédérations rempliraient mieux leur mandat en tenant la base au courant, et plutôt que d'essayer de se ménager l'opinion publique par des manoeuvres savantes et secrètes, elles feraient mieux pour remplir cette tâche effectivement indispensable de s'adresser à tous les travailleurs, clairement et sur des bases de classe.

Si un veil adage dit "Vox populi, vox Dei" remarquons que les travailleurs en leur entier y compris à l'EDF interprètent cette tactique de grève comme un recul.

# LE GAI PARIS

## A PART ENTIERE

Attirée par la propagande officielle, une jeune antillaise débarque en France. L'Etat lui a fait un cadeau empoisonné. Son voyage lui est payé, à condition qu'elle signe un papier lui retirant tout droit au rapatriement gratuit dans le cas où la vie en métropole la décevrait.

Sa première impression est merveilleuse. Elle a trouvé un travail de fille de salle à l'hôpital pour 530 frs par mois. C'est magnifique, toutes les amies restées au pays natal seront jalouses.

Maintenant, il faut trouver une chambre. Elle s'adresse à une agence qui lui demande au préalable 300 frs. Quelque temps plus tard, l'agence l'informe qu'il y a une chambre disponible, moyennant un pourboire de 50 frs à l'employé chargé de l'accompagner. Elle peut venir la voir.

Mise en présence de la logeuse, elle est tout de suite informée qu'il ne lui sera pas délivré de quittance de loyer car la location n'est pas déclarée.

Pour 180 frs par mois, elle aura la jouissance (si l'on peut dire) d'une mansarde sans eau, meublée d'un lit vétuste, d'une table à trois pieds (le quatrième étant constitué par l'angle de la pièce) et d'une chaise dépaillée. Elle devra, pour peu de temps lui assurer t'on, s'éclairer à la bougie et se passer de chauffage, car malheureusement l'installation électrique a besoin d'être réparée.

Pressée par la nécessité, elle accepte et paie le premier mois de Décembre, d'avance, comme il se doit.

Dix jours passent. La logeuse ne se manifestant pas, notre jeune fille appelle un électricien et paie de ses propres deniers la réparation.

Deux jours plus tard, l'électricité se détraque à nouveau.

Elle se décide à frapper chez la logeuse et lui demande de tenir ses engagements et de pourvoir à l'éclairage.

Celle-ci le prend de haut et lui demande de lui verser immédiatement le mois suivant, soit quinze bons jours avant la date. Indignée la jeune fille refuse.

Le lendemain, elle se voit sommée de signer un papier lui interdisant de cuire ne serait-ce qu'un oeuf à la coque et l'engageant par contre à payer immédiatement le mois de janvier, alors qu'il est le 15 décembre. Sur son refus, elle est priée de déguerpir car "finalement son interlocutrice n'est pas propriétaire de la chambre, laquelle propriétaire est résolument contre toute location".

mmmmmmmmmmmm

## "J'ENVIE NOTRE JEUNESSE"

"J'ai 16 ans, je travaille dans une fabrique de porte-monnaie. Nous sommes une trentaine d'ouvriers et ouvrières surtout des jeunes. Je fais 40 heures et je gagne 2 franc 25 de l'heure, c'est à dire 200 frs par mois.

Des filles plus âgées que moi gagnent environ 2 frs 30 de l'heure.

Il n'y a pas de prime de rendement, mais la voix du contremaître "Accélérez, accélérez".

Jusqu'à ces derniers temps, on avait le droit d'emporter du travail à faire chez nous, après le boulot (Teinture, emballage des porte-monnaie etc). Une fille de 18 ans me disait, toute contente qu'elle avait ainsi fait 82 heures de travail la semaine dernière.

Mais le contremaître a dit que les affaires ne vont pas fort et qu'il ne sera plus possible d'emporter du boulot à faire à la maison.

Plusieurs filles ralaient. Pas longtemps. Parce que c'est interdit de parler pendant le travail".

mmmmmmmmmmmm

## CE SERAIT DEGUEULASSE.

"J'apprends le métier de tourneur à des garçons de 15 ans. -Jean, vous allez tronçonner une série de rondins de  $\phi$  50 dans les conditions de l'industrie.

- 3 minutes 30 pour le montage, la coupe et le démontage ? Bien. Augmentez l'avance et la vitesse. 3 minutes 15 ?

Très bien. Supposons que je vous donne 0 frs 5 de prime pour 3 minutes.

-Jean fonce comme un diable..et réussit -Parfait. Maintenant, vous ferez toujours ce boulot pour le salaire de base.

"Mais, ce serait degueulasse, Monsieur".

